

Numéro 10 - 17 mars 2018

**55e anniversaire de la fondation des Internationalistes**  
**Un appel à entreprendre programme  
dicté par les conditions de notre temps**



**55e anniversaire de la fondation des Internationalistes**

- Un appel à entreprendre le programme dicté par les conditions de notre temps

**Marche et rassemblement à Burnaby contre le prolongement de l'oléoduc Kinder Morgan**

- Des milliers de personnes déclarent: Pas de consentement! Pas d'oléoduc!

**Journée internationale de la femme 2018**

- Partout dans le monde les femmes luttent pour s'investir du pouvoir

**Les factions ennemies parlent ouvertement de guerre civile**

- Poursuite du gouvernement fédéral contre la Californie et contrôle des corps policiers - *Voice of Revolution*

**La lutte pour la paix sur la péninsule coréenne**

- Le rôle décisif du peuple coréen dans la résolution de la situation en sa faveur - *Yi Nicholls*

- Missions des émissaires sud-coréens en Chine, en Russie et au Japon
- Nouvelles sanctions américaines contre la RPDC
- Le gouverneur d'une province sud-coréenne fait une proposition pour renforcer les liens nord-sud

### **Commémoration de la vie et du legs d'Hugo Chavez**

- Des activités au Venezuela soulignent la signification de la Révolution bolivarienne
- Sans unité et sans intégration, nos peuples n'ont pas d'avenir - *Raul Castro Ruz, président de la République de Cuba*
- Il faut mettre fin aux sanctions et à la guerre économique, déclare un rapporteur des Nations unies - *Entrevue avec le Dr Alfred de Zayas*

### **Supplément**

- 135e anniversaire de la mort de Karl Marx

---

### **55e anniversaire de la fondation des Internationalistes**

## **Un appel à entreprendre programme dicté par les conditions de notre temps**



**Le grand rassemblement à l'Université de la Colombie-Britannique en octobre 1962 contre le blocus américain de Cuba durant la crise des missiles à Cuba exprimait l'esprit d'opposition à tout ce qui est chauvin, arriéré et réactionnaire, l'esprit dans lequel ont été fondés les Internationalistes six mois plus tard.**

Le 13 mars, le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) célèbre la fondation de l'organisation qui fut son précurseur, *Les Internationalistes*, à l'Université de la Colombie-Britannique en 1963. Durant la période de formation des Internationalistes, ils ont inscrit sur leur bannière l'objectif qui était inhérent aux conditions qui leur ont donné naissance. L'objectif, les conditions et la naissance n'étaient pas séparés l'un de l'autre. C'est d'ailleurs là le grand mérite des Internationalistes, d'avoir entrepris d'accomplir les tâches requises par les conditions sur la base d'amener des changements progressistes.

Le Parti a hérité des Internationalistes cette capacité d'établir un programme dicté par les conditions de notre temps. C'est une des grandes réalisations que toutes les organisations du Parti sont aujourd'hui appelées à maîtriser pour que leur travail soit porteur.

Qu'est-ce qui est inhérent aux conditions actuelles et quel est l'objectif qui correspond à ces conditions ? Quel travail le Parti s'est-il fixé pour cette période qui doit être entrepris avec détermination ? La réponse est que des millions de personnes dans le monde réclament le changement. Ce mouvement pour le changement existe aussi au Canada et, comme partout, malgré les revers et les détours imposés par les événements, il gagne du terrain.

Bien avant le début des développements de la période actuelle, le PCC(M-L) a conclu de son analyse de la situation que le monde était rendu à un moment décisif dans lequel aucune force ne pouvait plus agir comme avant. Le Parti a pris les mesures nécessaires et fut par conséquent capable d'analyser la situation et d'identifier le fait que dans leur lutte pour le changement, c'est le processus politique que la classe ouvrière et le peuple veulent renouveler. Le dirigeant du Parti à l'époque, Hardial Bains, a fait remarquer que le renouveau du processus politique est une tâche qui concerne l'ensemble du corps politique. Cela veut dire qu'il favorise la classe qui saura le mener à terme et que la lutte du peuple pour le changement requiert la direction de la classe ouvrière si elle ne veut pas être aux prises avec l'objectif que les forces réactionnaires imposent à la société, de payer les riches et de mener une offensive antisociale brutale.

Hardial Bains a expliqué que pour le Parti la complexité de cette période est qu'il doit organiser la classe et en même temps ne faire qu'un avec les masses du peuple dans le renouveau du processus politique. Il n'y a pas de muraille de Chine entre les deux, a-t-il dit, ni est-ce possible de sacrifier l'un pour l'autre. Il a souligné à cet égard que même s'il était possible de renouveler le processus politique sans organiser la classe ouvrière, le processus renouvelé n'irait pas loin et ne réussirait pas.

Les riches et les gouvernements et agences à leur service n'ont rien à offrir pour ce qui est de la rénovation des sphères politiques et économiques et de mettre au point les mécanismes qui puissent donner à la classe ouvrière le moyen de se frayer un chemin dans les conditions actuelles. C'est pour cela qu'une des grandes batailles de cette période porte sur la question de qui décidera de l'ordre du jour, la classe dominante ou les travailleurs.

Le Parti établit l'ordre du jour de ses organisations à tous les niveaux en partant de la nécessité de faire en sorte que le renouveau de la société réussisse et favorise le peuple. C'est en adoptant cet ordre du jour que les organisations du Parti et les travailleurs et les jeunes pourront surmonter les dommages causés par les cercles officiels qui sont déterminés à faire en sorte que personne d'autre qu'eux-mêmes ne décide de l'ordre du jour de la société.

Nous vivons des temps pleins de dangers avec le chaos de l'économie mondiale et la rivalité des grandes puissances pour dominer le monde. Cela appelle à la vigilance, en particulier pour s'assurer que les dangers ne soient pas accrus par le fait que la classe ouvrière soit conduite à la



**Le fondateur des Internationalistes,  
Hardial Bains, devant la Maison internationale  
de l'Université de la Colombie-Britannique  
en 1962**

passivité et à la paralysie pendant que les jeunes sont détournés vers des voies sans issue. Le Parti doit faire son travail pour éliminer les faiblesses dans le mouvement ouvrier et inciter les travailleurs à entreprendre des actions politiques auxquelles les jeunes peuvent se joindre. Ce travail amènera des améliorations importantes dans leurs propres conditions et dans les conditions de la société.

La classe ouvrière, en se plaçant à la tête du renouveau du processus politique, ouvrira une voie au développement de la société et se donnera un plus grand rôle dans le développement ultérieur de la société. Plus les cercles dominants clament qu'il n'y a pas d'alternative, plus la classe ouvrière et son parti ont de possibilités de prouver qu'il y a une alternative à la fois au processus politique et à la crise perpétuelle du système capitaliste. Le facteur crucial pour faire avancer le mouvement est d'engager les travailleurs et les jeunes dans la formulation de l'alternative à l'offensive antisociale et du programme pour renouveler le processus politique. Il est impossible que le mouvement n'avance pas quand il existe ce facteur crucial.

On ne saurait jamais surestimer la signification du travail entrepris pour renouveler le processus politique. La discussion et le débat dans la société vont prendre de l'ampleur à mesure que ce mouvement se développe. Ce travail est la base de l'approfondissement et de la croissance de la conscience du peuple.

En cet anniversaire de la fondation des Internationalistes, le PCC(M-L) salue cet esprit et ce sentiment de Canadiens et de Canadiennes progressistes apparus à l'Université de la Colombie-Britannique en 1963, cet esprit surgi en opposition à tout ce qui était chauvin, rétrograde et réactionnaire. Avec la création des Internationalistes naissait une organisation véritablement canadienne, surgie des conditions du Canada. Ils n'empruntèrent rien à personne et se tinrent sur leurs propres jambes, une caractéristique que le Parti a héritée et qu'il pratique depuis sa fondation en 1970.

En 1993, à l'occasion du 30e anniversaire de la fondation des Internationalistes, Hardial Bains a lancé l'appel aux militants du Parti à tenir haut levée la bannière du Parti. Il ne s'agit pas de brandir le drapeau rouge, a-t-il dit, il s'agit de montrer nos couleurs par nos faits et gestes. En cette occasion, répondons encore une fois à cet appel en montrant que le Parti communiste peut diriger. C'est ce qu'attendent d'un tel Parti la classe ouvrière et le peuple !

*Salut rouge aux Internationalistes !  
Vive le PCC(M-L) !*



---

**Marche et rassemblement à Burnaby en Colombie-Britannique contre le  
prolongement de l'oléoduc Kinder Morgan**

**Des milliers de personnes déclarent: Pas de  
consentement! Pas d'oléoduc!**

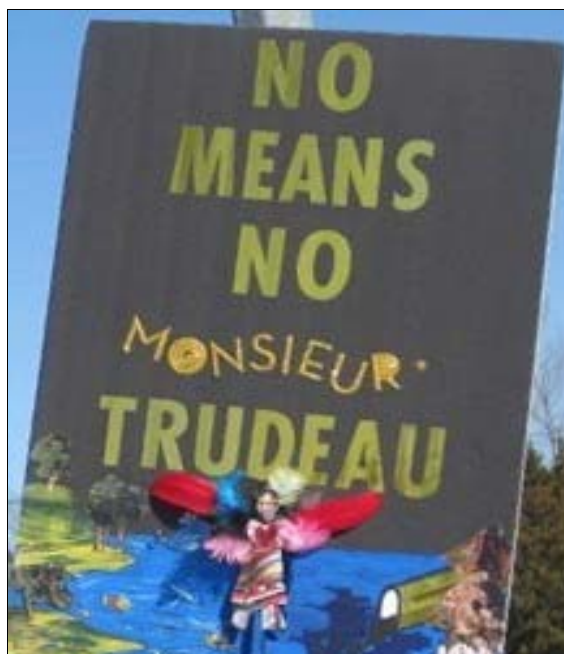
Le 10 mars, environ 10 000 personnes ont participé à une marche et à un rassemblement à Burnaby pour dire Non ! au jumelage de l'oléoduc TransMountain depuis les sables bitumineux de l'Alberta jusqu'à Burnaby, en Colombie-Britannique. C'est par milliers que les résidents de la Colombie-Britannique ont tenu à dire au gouvernement qu'il n'a pas le consentement du peuple et que Non, c'est non !





Les actions ont été tenues à l'appel de la Première Nation Tsleil Waututh dont les terres sur la rive nord de la baie Burrard et les activités traditionnelles de pêche vont être directement affectées par le passage d'un plus grand nombre de pétroliers de plus grande dimension par la baie.

Un bref rassemblement a eu lieu à l'extérieur d'une station Skytrain située au pied du mont Burnaby alors que les participants ne cessaient d'affluer. Beaucoup de gens de l'extérieur de la ville sont venus en autobus. Sous la direction du grand chef Stewart Phillip, de Joan Phillip et des joueurs de tambour autochtones, les marcheurs ont complètement occupé la route jusqu'à la partie inférieure de la montagne où le rassemblement principal a eu lieu sur un terrain de sport.



L'atmosphère militante a été établie par les cris fréquents de slogans, par des chants et de la musique des cornemuseurs. Parmi les nombreuses bannières et pancartes portées par les participants, dont un grand nombre d'enfants et de jeunes, on pouvait lire « Albertains contre Kinder Morgan », « Démocratie ou pétrocratie ? », « Pas de consentement, pas d'oléoduc ! », « Non, c'est non ! », « Pour un Canada moderne qui défend les droits de tous ! Tous ensemble pour bâtir le nouveau ! », « Travailleurs contre Kinder Morgan », « Kinder Morgan ne passera pas ! » et il y avait aussi une énorme bannière de l'Alliance de la Fonction publique du Canada.

Un article du *LML* intitulé « La controverse sur l'oléoduc Trans Mountain continue -- Conflit d'intérêts entre les monopoles de l'énergie et les travailleurs » a été distribué.

Le rassemblement sur le mont Burnaby a duré plusieurs heures et des dirigeants et des activistes des Premières Nations de tout le continent se sont adressés à la foule. Trois jeunes femmes de l'Alberta ont parlé de l'élimination de la faune dans les terres entourant les sables bitumineux et de l'effet dévastateur de la pollution de l'air, de la terre et de l'eau résultant de l'extraction du pétrole sur la santé et le bien-être des autochtones qui vivent dans la région. Le grand chef Stewart Philip a souligné que la lutte n'était pas seulement pour les générations présentes, mais aussi pour les générations à venir.





Ces derniers jours, plus d'une dizaine d'activistes ont été arrêtés devant la barrière d'entrée du terminal de Kinder Morgan. Une injonction a maintenant été accordée qui interdit au public de se rassembler à moins de 50 mètres de la propriété de Kinder Morgan. Une « guérite » occupée en permanence a été construite juste à l'extérieur de la zone « d'exclusion ». Kinder Morgan cherche à la faire enlever pour faire cesser toute action qui pourrait entraver la construction de l'oléoduc. Des gardes de sécurité accompagnés de chiens patrouillent à l'intérieur du terrain clôturé du terminal. Des clôtures flottantes faites de barbelés ont été installées dans la baie Burrard,

du côté maritime du terminal, et des gardes de sécurité munis de mégaphones harcèlent les petits vaisseaux qui passent. Pendant ce temps, les représentants de Kinder Morgan font pression pour la suppression immédiate des obstacles qui restent, dont les poursuites devant les tribunaux, pour pouvoir procéder à toute vitesse.

Les dirigeants des Premières Nations promettent d'autres actions qui entraîneront des arrestations massives. Ils ont réaffirmé leur serment que l'oléoduc ne sera pas construit.







### **Journée internationale de la femme 2018**

**Partout dans le monde les femmes luttent pour s'investir du pouvoir**



**Toronto, le 3 mars 2018**

Il y a cent sept ans, la Journée internationale de la femme a été établie pour souligner le combat des femmes pour le droit de vote et pour prendre la place légitime qui leur revient à l'avant-garde de tous les domaines de l'activité humaine. Depuis lors, les femmes ont été aux premiers rangs de la lutte pour s'investir du pouvoir et cette année n'a pas été différente. Des activités se sont tenues le 8 mars dans tout le Canada et des actions de masse ont eu lieu partout dans le monde alors que les femmes ont revendiqué leur droit de parole et de contrôle sur toutes les affaires de la société. Le progrès d'une société est mesuré par le degré d'émancipation des femmes et l'émancipation des femmes va de pair avec l'émancipation de la classe ouvrière.

Au Canada, des marches et des rassemblements de toutes sortes ont réitéré les revendications des femmes pour la fin de l'offensive antisociale néolibérale brutale et pour que le gouvernement

prenne ses responsabilités sur des questions comme les droits des travailleurs, le logement, la santé ou la garde des enfants. Les manifestants ont exigé la fin de la participation du Canada à l'agression impérialiste américaine et la fin de ses relations coloniales avec les peuples autochtones. Dans le même esprit, l'appui aux peuples du monde qui luttent pour leurs droits et contre l'intervention impérialiste américaine à laquelle le Canada participe pleinement a marqué les événements.

Plusieurs actions ont mis de l'avant la demande que justice soit faite pour Tina Fontaine et pour toutes les femmes et filles autochtones disparues et assassinées et les participants se sont unis aux courageuses femmes autochtones pour exiger que cesse une fois pour toutes cette situation où la femme est considérée comme une cible légitime d'attaque. À Toronto, la marche s'est conclue par une vigile qui a réclamé justice pour Tina Fontaine.

Aux États-Unis, des réunions et des rassemblements ont suivi les actions de masse organisées le 20 janvier en appui aux droits des femmes et contre la présidence de Trump et ce qu'elle représente à l'occasion du premier anniversaire de l'assermentation de Trump.



À Cuba, une célébration nationale de masse de la Journée internationale de la femme a eu lieu à Sancti Spiritus en hommage au rôle important que les femmes jouent dans tous les aspects de la société et ont joué dans la révolution cubaine. La journée internationale de la femme a eu lieu quelques jours avant les élections du 11 mars à Cuba pour élire les députés à l'Assemblée nationale du pouvoir populaire et aux Assemblées provinciales du pouvoir populaire. Aux élections, 53,22 % des députés élus ont été des femmes et près de 90 % des électeurs admissibles y ont participé.



Au Mexique, environ 5 000 femmes, principalement autochtones, du Mexique et de 34 pays du monde ont participé au « Premier rassemblement international de la politique, de l'art, du sport et de la culture pour les femmes en lutte » organisé par les femmes de l'Armée zapatiste de libération nationale du 8 au 10 mars à Caracol de Morelia, une municipalité autonome dans la zone maya de Tzotz Choj du Chiapas. L'événement a célébré la lutte des femmes pour la libération contre un système qui les exploite, les réprime, les vole et leur manque de respect.

Au Venezuela, les femmes jouent un rôle dirigeant dans la défense de la Révolution bolivarienne, en organisant notamment pour que l'Assemblée nationale constituante (ANC) réécrive la constitution pour que leurs droits soient garantis. À l'occasion de la Journée internationale de la femme, Delcy Rodríguez, la présidente de l'Assemblée constituante, a annoncé que dans les prochains jours, le chapitre sur les droits des femmes de la nouvelle constitution sera présenté. Dans le cadre des célébrations de la Journée internationale de la femme, le président de la République bolivarienne du Venezuela, Nicolas



Maduro, a présenté à l'Assemblée nationale constituante le projet de loi sur la protection lors de l'accouchement et sur l'égalité hommes-femmes dans la fonction publique.

Dans toute l'Amérique latine, des actions de masse vigoureuses se sont déroulées, dans lesquelles les femmes se sont opposées à l'imposition de lois sur ce qu'elles peuvent ou ne peuvent pas faire de leur propre personne humaine. Elles ont exigé la décriminalisation de l'avortement et ont dénoncé le traitement des femmes en tant que cible légitime qui peut être maltraitée et tuée en toute impunité.



Au Brésil, des manifestations ont eu lieu dans de nombreuses villes du pays alors que les femmes se sont mobilisées contre les revers imposés aux droits des travailleurs et des petits agriculteurs, et contre la violence accrue faite aux femmes du fait de l'usurpation de pouvoir par le régime corrompu de Temer. Dans une de ces actions, 800 femmes ont occupé les bureaux du média Globo à Rio de Janeiro, pour le rôle qu'il joue dans l'instauration de l'instabilité politique au Brésil - tant son rôle dans la mise en accusation de Dilma Rouseff que dans la persécution de l'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva. L'occupation faisait partie de la Journée nationale de lutte des femmes sans terre au cours de laquelle des manifestations similaires se sont déroulées dans d'autres parties du pays, dont les États de Rio Grande do Norte, Paraíba, Pará, Maranhão et Goiás.

Au Guatemala, une manifestation et une vigile ont été organisées pour demander au gouvernement de rendre des comptes pour la mort, il y a un an, de 41 filles alors qu'un incendie a ravagé un refuge gouvernemental surpeuplé pour adolescentes maltraitées. Après l'incendie, les familles et leurs sympathisants ont dit que l'auteur de la tragédie « c'est l'État » et ont demandé la démission du président Jimmy Morales. Cinquante-six filles ont été enfermées dans une pièce du refuge et, malgré les appels à l'aide, les autorités n'ont pas ouvert la porte alors que les flammes ont englouti le bâtiment. Les enquêtes sur l'incident ont depuis révélé de nombreux cas d'abus sexuels, de suicides, d'activités criminelles et de trafic d'êtres humains commis par cet organisme d'État.

En Espagne, la Journée internationale de la femme a été marquée par une grève de 24 heures, avec des manifestations organisées dans quelque 120 villes comme Madrid, Barcelone, Bilbao, Séville et Pampelune sous le slogan « Si nous nous arrêtons, le monde s'arrête ». Les femmes ont organisé des manifestations massives et des « piquetes » traditionnels, des brigades d'information, pour mobiliser leurs camarades de travail afin qu'elles se joignent à la grève. On estime que quelque 5,3 millions de travailleuses et travailleurs ont participé aux actions qui ont commencé à minuit lorsque les femmes se sont rassemblées sur la place centrale de la Puerta del Sol à Madrid. Un certain nombre de syndicats comme la Confédération générale des travailleurs, la Coordination nationale des travailleurs et la Confédération intersyndicale ont appelé leurs travailleurs à se joindre à une grève générale de 24 heures, tandis que d'autres syndicats organisaient des arrêts de travail de deux heures. Les groupes féministes ont appelé les femmes à abandonner leur travail non rémunéré pour la journée et à ne pas dépenser d'argent pour montrer à quel point les femmes sont essentielles à l'économie. La première « grève féministe » nationale a réclamé la fin de la discrimination salariale et de la violence contre les femmes.

Des actions de masse marquant la Journée internationale de la femme ont eu lieu dans de nombreux autres pays d'Europe et d'Asie, notamment en Italie, en Turquie, en Inde, au Pakistan, au Bangladesh et en Corée. Une grande partie des actions ont porté sur le droit des femmes à

participer pleinement à la société sans la menace de la violence. Au Bangladesh, les travailleuses ont demandé l'accès aux services de garde comme un des éléments essentiels qui leur permettent de participer comme travailleuses à la production.



Aux Philippines, dans une démonstration de force, des milliers de femmes organisées dans leur organisation nationale de femmes Gabriela ont participé à des actions de masse contre le gouvernement Duterte, sous la bannière « Faisons échouer la dictature ». Les participantes ont exprimé leur détermination à résister au gouvernement Duterte, un des pires transgresseurs des droits des femmes dans la région, dont les réformes fiscales, les programmes de refuges privés et la sous-traitance du travail appauvrissent et délocalisent les femmes. Elles ont réitéré les revendications du peuple philippin pour la terre,

l'emploi, la justice et la paix, et ont condamné les exécutions extrajudiciaires qui ont lieu dans le cadre du programme gouvernemental de loi et d'ordre.

En République populaire démocratique de Corée, une réunion nationale a eu lieu à Pyongyang pour célébrer l'occasion et la pleine participation des femmes à tous les aspects de la vie du pays.

*Le Marxiste-Léniniste* salue les femmes combattantes du monde pour leur leadership courageux dans la lutte pour leurs droits et les droits de tous à un moment où la contrerévolution a l'initiative dans le monde entier, avec son programme néolibéral brutal, son offensive antisociale, ses privatisations, ses agressions et ses guerres. Le développement ultérieur du rôle dirigeant des femmes est l'une des contributions les plus importantes à l'émancipation de tous les travailleurs, pour mettre fin à l'impérialisme et aux guerres et créer une société qui reconnaît les droits de tous du fait qu'ils sont des êtres humains.

## Canada

### Montréal







Ottawa





# Toronto



# London





Régina



Edmonton





**Calgary**



**Prince George**



**Vancouver**





## Amérique latine et Caraïbes

Sancti Spiritus, Cuba







**Porto Rico**



**République dominicaine**





Chiapas, Mexique



Guatemala





Salvador



Nicaragua









Colombie



São Paulo, Brésil



Fortaleza, Brésil





Porto Velho, Brésil



Paraguay



Argentina





## Europe

Londres, Angleterre



Madrid, Espagne



Bilbao, Espagne





Barcelone, Espagne



Oviedo, Espagne





Milan, Italie



Pristina, Kosovo



Varsovie, Pologne





## Asie

Istanbul, Turquie



Ramallah, Palestine





A large crowd of women, many wearing headscarves, gathered outdoors. A woman in the foreground holds a sign that reads "STOP KILLING WOMEN" and "قوتی قیانون جو قتل عام بند کریو" (Stop the mass killing of women).





New Delhi, Inde ; Allahabad, Inde



Bangladesh



Manille, Philippines











Indonésie



Chine





Séoul, République de Corée



Pyongyang, République populaire démocratique de Corée



Océanie

Melbourne, Australie







(Photos: LML, IWD Ottawa, J. Picken-Cooper, Regina IWD, BC North-Central Labour Council, VCSC, Escambrey, AVN, Gabriela, R. Colon, 360, Justice for Fire Victims, CISPEs, ARG Provincia, F. Bizerra, Brasilde Fato, M. Grios, L. Gene, A. Morente, V. Kryeziu, C. Sokolowski, Anakbayan, PNN, A. Hassan, S. Akber, M. Swarup, COSATU, Xinhua, ITWF, R. Kautoke)

## Les factions ennemies parlent ouvertement de guerre civile

# Poursuite du gouvernement fédéral contre la Californie et contrôle des corps policiers

- Voice of Revolution -

Le ministre de la Justice des États-Unis, Jefferson Beauregard Sessions, a engagé des poursuites contre l'État de la Californie touchant à plusieurs de ses lois sur l'immigration. La poursuite du ministère de la Justice vise spécifiquement les lois californiennes qui empêchent les propriétaires d'entreprises d'aider les agents d'immigration à traquer les travailleurs sans papiers, interdisent aux forces de police de notifier la police de l'immigration et de la douane (Immigration and Customs Enforcement - ICE) lorsque des immigrants sont libérés et autorisent les inspections des centres de détention fédéraux par les autorités californiennes.

Jefferson Sessions s'est rendu en Californie le 7 mars où il a prononcé un discours lors d'un événement organisé par l'Association des agents de la paix de Californie. Le président Trump s'est rendu en Californie le 13 mars. Tous les deux affirment que la Californie et ses lois sont une menace pour la sécurité nationale.

Trump a déclaré sur Twitter le 13 mars que « les politiques de sanctuaire de la Californie sont illégales et inconstitutionnelles et mettent en danger la sécurité de notre nation tout entière ». Jeff Sessions a dit en condamnant les lois de la Californie : « Il n'y a pas d'annulation. Il n'y a pas de sécession. La loi fédérale est 'la loi suprême du pays'. Je voudrais inviter tous les sceptiques à Gettysburg, et sur la tombe de John C. Calhoun et celle d'Abraham Lincoln. »





Gettysburg est l'endroit où Lincoln a qualifié pour la première fois la bataille qui faisait rage dans le pays de grande guerre civile et a souligné l'importance de préserver l'Union. Calhoun était pro-esclavage et une force importante du côté de ceux qui prônaient la sécession de la Confédération.

Évoquer le spectre d'une guerre civile tout en disant à un État appelé République de Californie, un État qui pourrait facilement être autonome, qu'il n'y a pas de sécession est une façon de dire à la Californie qu'elle ferait mieux de se soumettre. Les commentaires de Sessions viennent appuyer ceux de Trump qui, dans son Discours sur l'état de l'Union, avait demandé à tous de s'unir sous peine d'être stigmatisés comme ennemis. Déclarer que la Californie « met en danger la sécurité de notre nation tout entière » fournit une justification à cette accusation et une justification à l'intervention fédérale.

## Le scénario de guerre civile

Le gouverneur de la Californie, Jerry Brown, a répondu à Jeff Sessions en accusant Trump de vouloir « entrer en guerre contre l'État de la Californie, le moteur de l'économie américaine ». Il a ajouté qu'un « règne de terreur » était en train d'être institué et a également évoqué la guerre civile en signalant que Sessions, étant originaire de l'Alabama, n'a pas de leçon à donner sur la sécession.



Reprenant le langage de guerre, le *New York Times* et le *Los Angeles Times* ont écrit que Trump se rendait en « territoire ennemi ». La manchette du *Los Angeles Times* se lisait en partie : « Trump va entrer en territoire ennemi ». Le *New York Times* titrait : « Une visite derrière les lignes : le président Trump se rend en Californie ». La première phrase de l'article se lisait : « Le président arrive en Californie mardi matin pour un bref voyage

dans ce que la Maison-Blanche considère comme un territoire ennemi. »

Dans les échanges entre Trump, Sessions et les élus de la Californie, la guerre civile est ouvertement évoquée. C'est une indication que les conflits intenses entre les factions ennemies au sein de la classe dirigeante des États-Unis qui luttent pour le pouvoir politique se rapprochent de plus en plus de la violence ouverte.

Ces affrontements de plus en plus intenses entre les factions dominantes n'ont pas été réglés par la victoire de Trump à l'élection présidentielle. En effet, nous assistons à des conflits de plus en plus aigus au sein de la présidence et entre l'exécutif et les services de renseignement, l'armée et les autorités des États. La peur que l'état de guerre civile persistant, qui existe toujours dans les coulisses, va donner lieu à la violence ouverte grandit parmi toutes ces forces opposées.

Dans cette situation, le contrôle des nombreux corps policiers fortement armés est une préoccupation majeure des factions rivales. Trump agit pour assurer le contrôle fédéral de tous les corps de police, notamment au niveau des États et au niveau local. Il cible également la Californie pour assurer sa soumission, et, s'il ne l'obtient pas, justifier une plus grande intervention fédérale, y compris des confrontations directes entre les agents d'immigration et la police locale.

Comme le ministre de la Justice, Jefferson Sessions, le déclare : « Nous demandons simplement à la Californie et aux autres juridictions sanctuaires de cesser d'entraver activement l'application de la loi fédérale. La Californie a promulgué un certain nombre de lois visant à entraver intentionnellement le travail de nos agents d'immigration, à utiliser intentionnellement tous les



pouvoirs qu'elle a pour saper les lois de l'immigration en vigueur aux États-Unis. »

Le ministre souligne que la Californie et tous les États doivent reconnaître les organismes de police fédéraux comme suprêmes ou faire face aux conséquences. Il a dit : « La Californie utilise tous les pouvoirs qu'elle a - et parfois qu'elle n'a pas - pour gêner l'application de la loi fédérale. Vous pouvez être sûr que je vais utiliser tous mes pouvoirs pour arrêter ça. Et nous avons l'intention de gagner. »

L'immigration est un domaine dans lequel Trump s'efforce d'unir les factions ennemies derrière le pouvoir exécutif, tout en mettant en place une justification pour l'intervention fédérale armée contre les autorités étatiques et les autorités locales qui refusent de se soumettre.

### **Le peuple organisé peut vaincre le scénario de guerre civile avec une nouvelle direction vers le pouvoir politique**

Toutes ces factions ennemies de l'élite dominante sont également très inquiètes de ce qui pourrait être appelé la faction la plus grande et potentiellement la plus puissante, qui est le peuple et sa volonté de donner une nouvelle direction au pays. Cette plus grande des factions exige que ses droits et ses réclamations à la société soient respectés et reconnus comme inviolables. Le renouveau de la démocratie est de plus en plus dans l'esprit de plusieurs qui cherchent un système de gouvernement du peuple, pour le peuple et par le peuple dans les conditions modernes, à l'opposé des gouvernements non représentatifs actuels des factions ennemies de l'élite dominante.

Craignant le peuple et sa conscience croissante de la nécessité du changement, les dirigeants actuels de la classe dominante cherchent à diviser le peuple et à le rallier à l'une ou l'autre de ses factions rivales. Le contrôle fédéral de tous les corps policiers n'est pas seulement une partie de la lutte pour le pouvoir entre les factions ennemies, mais une partie des préparatifs pour la lutte contre une plus vaste résistance organisée du peuple qui en a assez et veut que son point de vue et ses conceptions prosociales modernes occupent une place centrale. Les corps policiers locaux et les corps policiers des États sont fortement armés et militarisés pour la guerre urbaine. La police fédérale et l'armée sont déjà prêtes à faire la guerre urbaine contre leur peuple, comme ils l'ont pratiquée pendant des années dans les guerres d'agression incessantes des États-Unis à l'étranger.



Alors que les jeunes renforcent leur résistance et que beaucoup d'autres s'avancent pour défendre leurs droits, la bataille pour gagner le pouvoir politique pour le peuple est à l'ordre du jour. Ne pas se laisser entraîner à choisir et à se ranger derrière une des factions ennemies est important, car c'est une diversion qui empêche les gens de bâtir leurs propres forces et leur propre perspective. Il est nécessaire de se tenir avec le peuple contre l'élite au pouvoir et d'examiner les conditions sociales et politiques du point de vue du peuple, du point de vue qui favorise ses intérêts et la recherche d'une nouvelle direction. Le pouvoir politique revient de droit au peuple, pour qu'il gouverne et prenne lui-même les décisions. En s'attaquant au problème de pouvoir politique et de comment l'obtenir, la faction de la grande majorité, le peuple, l'emportera.

*Voice of Revolution est publié par l'Organisation marxiste-léniniste des États-Unis.*

*(16 mars 2018. Traduit de l'anglais par LML)*



## La lutte pour la paix sur la péninsule coréenne

# Le rôle décisif du peuple coréen dans la résolution de la situation en sa faveur

- Yi Nicholls -



Le directeur de la sécurité nationale de la RDC Chung Eui-yong (à gauche) est accueilli à Pyongyang par le dirigeant de la RPDC Kim Jong Un, le 5 mars 2018.

**Renseignez-vous sur la Corée et joignez-vous au travail  
pour la paix**

### **CALENDRIER D'ÉVÉNEMENTS**

Suite aux pourparlers intercoréens qui se sont tenus en janvier et à l'effort unifié en février pour faire un succès des Olympiques de la paix de PyeongChang, la République populaire démocratique de Corée (RPDC) et le gouvernement de Moon Jae-in de la République de Corée (RDC) continuent de prendre des mesures pratiques pour faire progresser conjointement la paix et la réunification de leur patrie. Les deux dernières semaines ont été témoins de développements sans précédent.

Le sommet intercoréen, proposé dans une lettre personnelle du dirigeant de la RPDC Kim Jong Un au président Moon de la RDC pendant les Jeux olympiques de PyeongChang, semble pouvoir se réaliser en avril et le sommet en retour a créé les conditions favorables à l'accord qu'il a donné le président des États-Unis Donald Trump à une rencontre en mai avec le dirigeant de la RPDC Kim Jong Un.

Ces développements sont de bon augure pour la paix sur la péninsule coréenne. Ils montrent que le peuple coréen et sa lutte tenace pour la paix et la réunification nationale sont le facteur décisif dans la situation et non le cadre anticommuniste de la Guerre froide qui est utilisé pour maintenir la Corée divisée en dépeignant la RPDC comme une nation agressive. *Le Marxiste-Léniniste* lance l'appel à tous à appuyer cette aspiration du peuple coréen, qui est commune à tous les peuples du



monde, de régler ses propres affaires et d'établir son propre ordre du jour, sans ingérence étrangère et sans faire face à la menace de sanctions, d'agression et de guerre.

### **Le plan d'un troisième sommet intercoréen pave la voie à un sommet États-Unis-RPDC**



**Kim Jong Un est l'hôte d'un souper pour la délégation d'envoyés spéciaux de la RDC, le 5 mars 2018.**

Le 5 mars, le dirigeant de la RPDC Kim Jong Un a reçu à Pyongyang une délégation de cinq personnes de la RDC dirigée par le directeur de la sécurité nationale Chung Eui-yong. Il s'est entretenu avec la délégation pendant plus de quatre heures et a ensuite donné une réception en son honneur. Le jour suivant, la délégation a rencontré de hauts représentants de la RPDC, dont Kim Yong Chol, le vice-président du Comité central du Parti des travailleurs de Corée.

La délégation est retournée à Séoul le 6 mars et a fait état de l'atmosphère amicale et du haut niveau de culture politique qui ont caractérisé les rencontres et a tenu un point de presse pour donner un résumé des résultats des rencontres. Ce qui suit est une traduction de *Zoom in Korea* du texte intégral du communiqué de presse :

- Le nord et le sud ont accepté de tenir le troisième sommet nord-sud à Panmunjom à la fin d'avril et de tenir des réunions de travail préparatoires.
- Le nord et le sud se sont entendus pour établir une ligne de communication d'urgence entre les dirigeants des deux pays pour apaiser la tension militaire et tenir des consultations étroites et ont accepté d'utiliser cette ligne une première fois avant le troisième sommet intercoréen.
- Le nord a affirmé clairement sa volonté de dénucléariser la péninsule coréenne et a dit de façon explicite que si la question des menaces militaires contre le nord est résolue et que la sécurité de son système est garantie, il n'a pas de raison de posséder des armes nucléaires.
- Le nord s'est dit prêt à tenir de francs pourparlers avec les États-Unis pour discuter de la question de la dénucléarisation et de la normalisation des relations entre les États-Unis et la RPDC.
- Le nord a dit que tant que les pourparlers vont continuer, il ne va pas reprendre les



provocations stratégiques comme les tests de missiles nucléaires et balistiques. Le nord a aussi confirmé qu'il n'utilisera pas ses armes nucléaires ou conventionnelles contre le sud.

- Afin de maintenir la lancée positive qui a été créée par la réconciliation et la coopération nord-sud pendant les Olympiques de PyeongChang, le nord a invité le sud à envoyer une équipe de démonstration de taekwondo et une délégation artistique à Pyongyang.

En examinant ce résumé, il est important de noter que la RPDC appelle à la dénucléarisation de toute la péninsule coréenne, ce qui veut dire que les États-Unis doivent eux aussi retirer leurs armes nucléaires de la Corée du sud, qui posent une menace directe à la RPDC (et à d'autres pays de la région) et que la RPDC va répondre à ce geste par des gestes similaires. Ceux qui sont prisonniers du cadre de référence de la Guerre froide qui est de diaboliser la RPDC, un petit pays qui cherche à maintenir sa souveraineté et à faire échec à l'ingérence étrangère, seraient malvenus d'interpréter la position de la RPDC sur la dénucléarisation comme une concession plutôt que la réaffirmation de demandes justes et de longue date.

Il faut noter aussi que la RPDC a déjà accepté dans le passé de geler son programme nucléaire et de prendre part à la normalisation de ses relations avec les États-Unis, dans le Cadre convenu de 1994 et lors des Pourparlers à six en 2005, des initiatives qui ont été sabotées par la suite par les États-Unis qui n'ont pas pris de mesures de réciprocité selon le principe de mesure pour mesure.

La balle est dans le camp des États-Unis qui doivent saisir cette occasion.

## **Les États-Unis donnent leur accord à un sommet avec la RPDC**

Les envoyés spéciaux se sont ensuite rendus aux États-Unis, où le directeur de la sécurité nationale Chung Eui-yong a informé le président Trump de sa visite en RPDC. Il a dit en point de presse à la Maison-Blanche le 8 mars :

« Bonsoir. Aujourd'hui, j'ai eu le privilège d'informer le président Trump de ma visite récente à Pyongyang en Corée du nord. [...]

« J'ai expliqué au président Trump que son leadership et sa politique de pression maximale, de pair avec la solidarité internationale, nous ont conduits à cette conjoncture. J'ai exprimé la gratitude personnelle du président Moon Jae-in pour le leadership du président Trump.

« J'ai dit au président Trump que, lors de notre rencontre, le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un a dit que la question de la dénucléarisation est importante pour lui. Kim Jong Un a promis que la Corée du nord n'effectuera pas d'autres tests nucléaires ou de missiles. Il comprend que les exercices militaires communs réguliers entre la République de Corée et les États-Unis doivent se poursuivre. Et il a exprimé son empressement à rencontrer le président Trump aussitôt que possible.

« Le président a apprécié le breffage et a dit qu'il va rencontrer Kim Jong Un en mai pour réaliser une dénucléarisation permanente.

« La République de Corée, de même que les États-Unis, le Japon et nos nombreux partenaires dans le monde, demeurent entièrement et résolument engagés envers la dénucléarisation complète de la péninsule coréenne. Tout comme le président Trump, nous sommes optimistes à l'idée de poursuivre un processus diplomatique pour faire l'essai de la possibilité d'une résolution pacifique.

« La République de Corée, les États-Unis et nos partenaires tiennent tous à ne pas répéter les erreurs du passé et à ce que la pression continue jusqu'à ce que le nord joigne le geste à la



parole. »

Dans un communiqué, la porte-parole de la Maison-Blanche Sarah Sanders a dit que le président Trump a accepté l'invitation de Kim Jong Un et va le rencontrer « en un endroit et à un moment qui restent à déterminer ».

Les remarques de Chung semblent être une déclaration très calculée de la part des Coréens, qui se fait discrète tout en donnant crédit aux sanctions dirigées par les États-Unis et en demeurant silencieuse sur d'autres agressions des États-Unis et leur division de la Corée. Si on ajoute à cela le fait que la RPDC est prête à faire une concession sur les prochains exercices de guerre États-Unis-RDC et sur ses tests nucléaires et de missiles en signe de bonne foi, il apparaît clairement que tout ceci vise à donner un espace aux États-Unis pour qu'ils fassent leur part d'efforts dans le travail pour la paix. C'est en vertu de ces efforts partagés de la RDC et de la RPDC que les États-Unis se disent maintenant prêts à travailler directement avec la RPDC sur la base du dialogue et de négociations au plus haut niveau, une réalisation remarquable.

Reste à voir si le sommet va amener les États-Unis à enfin signer et mettre en oeuvre un traité de paix avec la RPDC pour mettre fin à la Guerre de Corée, ce qui est une obligation qu'ils ont refusé de remplir depuis la signature de l'Accord d'Armistice de 1953, un traité qui doit mener à la normalisation des relations entre les deux pays et au retrait par les États-Unis de leurs troupes et de leurs armements, y compris les armes nucléaires, qui menacent la RPDC. Un traité contribuerait grandement aux conditions qui permettraient au peuple coréen de réunifier sa nation.



Des actions se sont tenues dans toute la Corée du sud le 15 mars 2018 pour exprimer le désir du peuple pour la paix et pour le succès du sommet à venir.

(Sources : Hankyoreh, Zoom in Korea, Maison-Blanche ; photos : Maison-Bleue, KCNA, SPARK)

## Missions des émissaires sud-coréens en Chine, en Russie et au Japon

La délégation des émissaires de la République de Corée (RDC) qui s'est rendue en République populaire démocratique de Corée (RPDC) puis aux États-Unis, a visité d'autres pays de la région qui ont intérêt à ce qu'il y ait un règlement pacifique des tensions sur la péninsule coréenne.



Le journal sud-coréen *Hankyoreh* rapporte que : « Après son retour d'une visite aux États-Unis le 11 mars, Chung Eui-yong, conseiller à la sécurité nationale de la Maison Bleue, et Suh Hoon, directeur national du Service des renseignements, repartiront séparément le 12 mars en visite en Chine, en Russie et au Japon. Chung et Suh donneront à ces pays une explication détaillée de leurs visites en Corée du nord et aux États-Unis et demanderont leur soutien pour ramener la paix sur la péninsule coréenne.

« Les deux émissaires devraient souligner que la paix sur la péninsule est dans l'intérêt de ces pays dans l'espoir de rassurer la Chine qui salue l'amélioration rapide des relations nord-coréennes avec le sud et les États-Unis, mais s'inquiète de renoncer à son leadership sur la péninsule coréenne, tout comme le Japon, qui se méfie des motivations de la Corée du nord et craint d'être marginalisé dans les affaires de l'Asie du Nord-Est. »

Fait à noter, la conclusion de cette série de visites des émissaires sud-coréens a dans les faits réengagé tous les membres des Pourparlers à six à dénucléariser la péninsule coréenne qui ont débuté en 2003, mais ont déraillé à cause de l'intransigence et du sabotage des États-Unis en 2009.

### Visite en Chine



**Le conseiller à la sécurité nationale de la RDC Chung Eui-yong rencontre le président chinois Xi Jinping, le 12 mars 2018.**

*Hankyoreh* rapporte que la visite du conseiller à la sécurité nationale Chung en Chine a débuté le 12 mars avec une réunion de plus de quatre heures avec le conseiller d'État Yang Jiechi, suivie de sa rencontre avec le président Xi Jinping au Grand Palais du peuple. Il a informé le président Xi des résultats de ses visites en RPDC et aux États-Unis.

Le Président Xi a salué les progrès récents et a reconnu le rôle de la Corée du sud en déclarant : « Nous sommes heureux qu'un dialogue ait lieu entre la Corée du nord et les États-Unis et que des progrès majeurs soient réalisés sur la péninsule coréenne ». Il a dit espérer « que le sommet intercoréen et le dialogue entre la Corée du nord et les États-Unis se passent bien. » Xi a ajouté : « Un véritable dévouement peut faire pousser de l'herbe sur une pierre. Si chaque pays se concentre sur les objectifs fondamentaux de paix, de stabilité et de dénucléarisation sur la péninsule coréenne, la glace épaisse va fondre et la péninsule coréenne connaîtra un jour de printemps avec des fleurs en floraison. »

Chung a fait savoir que Moon Jae-in, président de la République de Corée, « pense que les récents changements positifs dans la situation sur la péninsule coréenne sont dus à la direction particulière dont la Chine et vous, en particulier, ont fait preuve. » *Hankyoreh* rapporte que Chung « a également soulevé des principes longtemps préconisés par la Chine - à savoir, que le conflit Corée du nord-États-Unis est au coeur du problème nucléaire nord-coréen et que la Corée du sud et la Corée du nord devraient prendre la tête de la résolution intercoréenne -- tout en



exprimant la 'gratitude' de la Corée du sud pour la 'grande contribution' que la Chine a faite. »

L'importance internationale des développements rapides dans les relations intercoréennes et entre la RPDC et les États-Unis est soulignée par le fait que « Xi a personnellement rencontré Chung lors des réunions plénières du Congrès national du peuple et de la Conférence consultative politique du peuple chinois, événements politiques chinois d'une importance capitale qui règlent généralement le calendrier diplomatique. Xi a pris le temps de rencontrer Chung en dépit de diverses réunions quotidiennes et d'avoir à écouter les points de vue variés tandis que les principaux points de l'ordre du jour, y compris les nominations pour son second mandat, sont encore en délibération », souligne *Hankyoreh*.

Dans la soirée, Chung a rencontré le ministre des Affaires étrangères Wang Yi, où le ministre a réitéré « la détermination ferme de la Chine à sauvegarder la paix et la stabilité sur la péninsule » et Chung à son tour a réitéré comment la RDC apprécie l'appui de la Chine et son rôle continu.

### Visite en Russie



**Le conseiller à la sécurité nationale de la RDC Chung Eui-yong rencontre le ministre russe des Affaires étrangères Sergei Lavrov, le 13 mars 2018.**

Chung est arrivé en Russie en provenance de la Chine le 13 mars, où il a rencontré le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov. Dans son discours d'ouverture, Lavrov a déclaré : « Nous vous remercions de votre venue en Russie dans le cadre des efforts actuels pour surmonter la crise sur et autour de la péninsule coréenne. Votre mission, réalisée au nom du président de la République de Corée, M. Moon Jae-in, est au centre de l'attention de la communauté internationale. Vous avez visité Pyongyang, Washington, Beijing et aujourd'hui vous êtes à Moscou. Cela souligne une fois de plus la compréhension par vos dirigeants de la nécessité de former un front suffisamment fort de tous ceux qui peuvent aider à un règlement pacifique de la crise sur la péninsule coréenne.

« La Russie a toujours préconisé une réduction de la tension, un passage de la rhétorique de confrontation à des moyens spécifiques pour trouver une approche généralement acceptable pour régler la situation. À cet égard, vos impressions et évaluations de la situation nous seront précieuses. Encore une fois, merci de venir nous parler. »

Chung a demandé le soutien de la Russie à tous les processus qui pourraient conduire à la



résolution de la crise sur la péninsule, en particulier le prochain sommet intercoréen en avril et le sommet États-Unis-RPDC en mai, rapporte *Xinhua*.

À son retour en Corée du sud le 15 mars, Chung a fait un bilan positif de ses visites en Chine et en Russie.

### Visite au Japon

Pendant ce temps, le directeur du Service national des renseignements Suh Hoon a effectué une visite au Japon, où il a rencontré le ministre des Affaires étrangères Taro Kono le 12 mars et le premier ministre Shinzo Abe le 13 mars.

Les agences de presse rapportent que Suh et Kono ont accepté de travailler en étroite coordination sur la question des « enlèvements » présumés de citoyens japonais par la RPDC dans les années 1970 et 1980.

Le premier ministre Abe qui avait initialement répondu aux nouvelles des sommets intercoréens et des sommets États-Unis-RPDC en les rejetant comme une tactique dilatoire de la RPDC, a pris un ton différent lors de sa rencontre avec Suh.



**Le directeur du Service national des renseignements de la RDC Suh Hoon est accueilli par le premier ministre japonais Shinzo Abe, le 13 mars 2018.**

« La Corée du nord a de grandes négociations à faire au sommet intercoréen et plus tard au sommet avec les États-Unis et, à la lumière de la situation, je ne pense pas qu'elle profitera de cette occasion pour simplement gagner du temps », Abe a été cité par le gouvernement sud-coréen dans une déclaration. « Il est extrêmement important pour la Corée du nord de prendre des mesures concrètes et de mettre en oeuvre ce qu'elle a dit » pour aller vers la dénucléarisation, a déclaré Abe.

Abe a également promis la coopération « de toutes les manières possibles » pour le succès des sommets, selon Suh.

Au cours de la réunion, Suh a transmis le message du président Moon « que la coopération entre la Corée du sud et le Japon est nécessaire pour transformer le mouvement pour la paix sur la péninsule coréenne créé par les Jeux Olympiques de PyeongChang en une paix durable », ajoutant : « Je crois qu'un tel état d'esprit a commencé lorsque le premier ministre Abe et le vice-président des États-Unis (Mike) Pence ont assisté à la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques de PyeongChang. »

Abe a déclaré qu'il se rendra aux États-Unis au début du mois prochain pour s'entretenir avec le président Trump afin de coordonner leurs politiques sur la RPDC avant le sommet États-Unis-RPDC, rapportent les agences de presse.

---

## Nouvelles sanctions des États-Unis contre la RPDC

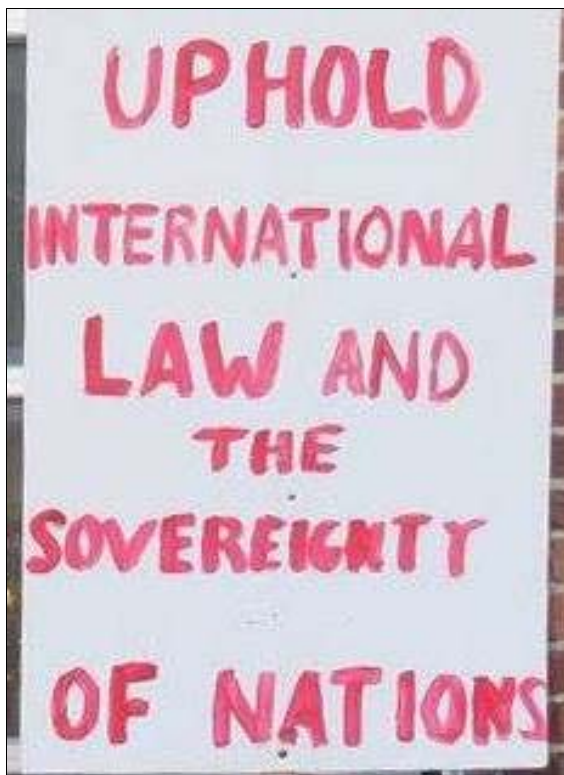
Le 23 février, le département d'État américain a annoncé ce qu'il a appelé les « sanctions les plus sévères » qui aient été prises dans l'histoire contre la République populaire démocratique de Corée (RPDC). Les nouvelles sanctions visent 27 entreprises d'expédition et de commerce, 28 vaisseaux et un individu. Les vaisseaux ciblés sont situés, enregistrés, ou battent pavillon des pays



suivants : la RPDC, la Chine, Singapour, Taiwan, Hong Kong, les Îles Marshall, la Tanzanie, le Panama et les Comores. Ces sanctions visent les transbordements de navire à navire de charbon et de carburant qui, selon l'administration Trump, permettent à la RPDC de contourner les sanctions économiques et politiques adoptées par le Conseil de sécurité de l'ONU.

En faisant cette annonce, le secrétaire au Trésor des États-Unis, Steven Mnuchin, a dit aux journalistes que les États-Unis ont maintenant imposé plus de 450 sanctions à la RPDC, dont la moitié depuis un an. Ces sanctions s'ajoutent aux plus de 20 sanctions que le Conseil de sécurité de l'ONU a imposées à la RPDC depuis 1950 et à celles qui ont été imposées par l'Union européenne, la Grande-Bretagne, le Canada et d'autres pays sous prétexte que la RPDC a recouru à un programme de dissuasion nucléaire pour se défendre.

Le directeur de la recherche en politiques de l'Institut des études américaines du ministère des Affaires étrangères de la RPDC a émis un communiqué dans lequel il dit que « les sanctions et la pression exercées par le groupe Trump contre la RPDC peuvent être décrites comme les 'plus sévères' de l'histoire en vertu de leur caractère perfide et réactionnaire », mais que la RPDC refuse de se laisser intimider par cette plus récente tentative d'enfreindre sa souveraineté.



Plus récemment, le conseiller à la Sécurité nationale des États-Unis s'est adressé au Conseil de sécurité le 12 mars, dans une réunion à huis clos, au sujet des sanctions contre la RPDC. Il a mentionné qu'une réunion doit se tenir prochainement entre le dirigeant de la RPDC Kim Jong Un et le président des États-Unis Donald Trump. Il a dit plus tard à des journalistes que « nous sommes tous tombés d'accord que nous considérons avec optimisme cette opportunité ». Il a répété la demande américaine que la RPDC se dénucléarise, sans pour autant engager les États-Unis à en faire de même. « Nous sommes déterminés à poursuivre la campagne de pression maximale jusqu'à ce que nous voyons que les paroles se traduisent en actes et en un progrès réel vers la dénucléarisation », a-t-il dit.

En dépeignant la RPDC comme un État agresseur, les États-Unis et leurs alliés sèment la désinformation sur la sérieuse menace que font peser les États-Unis à la RPDC avec leurs troupes et leurs armes nucléaires en Corée du sud, les exercices de guerre annuels massifs pour un changement de régime, etc. Ils obscurcissent ainsi la raison pour laquelle la RPDC a recouru à la dissuasion nucléaire et se donnent un prétexte pour les sanctions tout en soutenant un double poids deux mesures inacceptable envers l'arsenal nucléaire massif que possèdent les États-Unis. En plus, la dénucléarisation de la péninsule coréenne n'a de sens que si les États-Unis retirent également leurs armes nucléaires de la Corée du sud.





## Le gouverneur d'une province sud-coréenne fait une proposition pour renforcer les liens nord-sud

Le 17 février, le gouverneur de la province de Gangwon, Choi Moon-soon, a annoncé qu'il va examiner la possibilité que la République populaire démocratique de Corée (RPDC) et la République de Corée (RDC) accueillent ensemble les Jeux asiatiques d'hiver en 2021. PyeongChang, le site des Jeux olympiques d'hiver de 2018, est situé dans la province de Gangwon, qui touche aux provinces de Kangwon et de Kaesong de la RPDC. L'annonce a été faite lors du banquet de bienvenue aux jeux des meneuses de claqué de la RPDC. S'adressant à des journalistes suite au banquet, le gouverneur Choi a dit que sa proposition « est une façon de continuer d'utiliser les installations après les Olympiques d'hiver de PyeongChang et de poursuivre l'harmonie et l'échange intercoréens. Nous allons entreprendre des préparatifs détaillés après les Olympiques de PyeongChang ».



**Le gouverneur de la province de Gangwon, Choi Moon-soon, avec un membre de l'équipe olympique de la RPDC, lors du banquet du 17 février 2018.**

En plus des installations qui ont été construites pour les Jeux olympiques de PyeongChang, la station de ski Masikryong à Wonsan en RPDC, où les skieurs olympiques de la RPDC et de la RDC se sont entraînés ensemble le 31 janvier, est considérée comme étant d'un calibre adéquat pour accueillir des événements aux Jeux asiatiques d'hiver de 2021.

Cette proposition a été accueillie avec enthousiasme par la population de Gangwon, qui a une longue histoire d'appui aux relations intercoréennes, en particulier depuis la signature de la Déclaration conjointe nord-sud le 15 juin 2000.

Le gouverneur Choi s'est fait le champion des contacts et du dialogue intercoréens depuis qu'il a accédé à ce poste et a accueilli des équipes sportives de la RPDC pour des compétitions de soccer. Le gouverneur Choi a dénoncé les tentatives de réactionnaires anticomunistes de la RDC, instigués par les impérialistes américains et les médias monopolisés du Canada et d'ailleurs de calomnier les Olympiques de PyeongChang comme étant les « Olympiques de Pyongyang » comme si le gouvernement de la RDC avait été un instrument de la RPDC.

Entre autres choses, le gouverneur Choi espère que le Complexe industriel de Kaesong réouvrira bientôt au bénéfice du peuple coréen. Un partenariat économique très réussi a été mis en place au Complexe industriel de Kaesong dans le sillage de la déclaration historique du 15 juin 2000. Entre 2002 et 2016, des travailleurs de la RPDC ont travaillé dans des entreprises de la RDC pour l'avantage mutuel de tous les Coréens. La décision du gouvernement anticomuniste réactionnaire de Park Gyeun-hye en Corée du sud de mettre fin au partenariat en 2016 a été massivement dénoncée et a été un facteur de son limogeage sous des accusations de corruption et d'autres accusations.

Les propositions du gouverneur Choi et l'appui de la population de Gangwon démontrent bien le désir profond du peuple coréen pour la réunification, un désir qui ne s'est pas affaibli après 65 ans d'ingérence étrangère pour diviser de façon injuste sa nation.

*(Sources : Hankyoreh et Korea Times. Photo : Hankyoreh )*

## Commémoration de la vie et du legs d'Hugo Chavez

### Des activités au Venezuela soulignent la signification de la Révolution bolivarienne



**Le Quinzième Sommet de l'ALBA, tenu le 15 mars 2018, honore la mémoire d'Hugo Chavez et de Fidel Castro à l'occasion du 5e anniversaire de la mort de Chavez.**

Le 5e anniversaire de la mort d'Hugo Chavez, le dirigeant historique de la Révolution bolivarienne au Venezuela, a été marqué par des activités commémoratives au Venezuela et dans le monde.

En hommage au commandant de la Révolution bolivarienne et président du Venezuela de 1999 jusqu'à sa mort le 5 mars 2013, le 15e Sommet de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique - Traité de commerce des peuples (ALBA-TCP) a été accueilli à Caracas le 5 mars par le président Nicolas Maduro. Y ont participé les présidents Evo Morales de la Bolivie, Raúl Castro de Cuba, et Daniel Ortega du Nicaragua, le premier ministre Roosevelt Skerrit de la Dominique ainsi que des délégations officielles de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, de l'Équateur, de la Fédération de Saint-Christophe-et-Niévès, du Suriname, d'Antigua-et-Barbuda, d'Haïti, de la République dominicaine et du Salvador.[1]

S'adressant à une foule nombreuse rassemblée devant le palais présidentiel de Miraflores pendant le sommet, Maduro a déclaré : « Le peuple vénézuélien est aujourd'hui plus chaviste que jamais, et nous déclarons avec amour : Chavez vit ! ».







**Rassemblement devant le Palais présidentiel Miraflores, le 5 mars 2018, en hommage à la vie d'Hugo Chavez**

La déclaration adoptée au sommet de l'ALBA-TCP a soutenu le legs laissé par Hugo Chavez et reflété les principes pour lesquels il s'est battu pour améliorer la vie des peuples d'Amérique latine, des Caraïbes et du monde. La déclaration commence par la réaffirmation des principes de la Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes en tant que zone de paix adoptée en 2014 par la Communauté d'États latino-américains et caraïbes (CÉLAC). La déclaration exhorte la communauté internationale à « s'abstenir de tout type d'activités coercitives contre l'indépendance politique et l'intégrité territoriale du Venezuela », affirmant que cela est incompatible avec le droit international et la Charte des Nations unies et contraire à la proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes comme zone de paix.

La déclaration préconise entre autres le règlement pacifique des différends, l'interdiction du recours et de la menace du recours à la force et le respect de l'autodétermination, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures de chaque nation. Elle dénonce les tentatives de faire revivre la doctrine Monroe de même que les menaces militaires et les tentatives de coup d'État contre le gouvernement constitutionnel du Venezuela et rejette les « mesures coercitives unilatérales et les sanctions imposées à la République bolivarienne du Venezuela qui affectent la vie et le développement de notre noble peuple du Venezuela et l'exercice de ses droits ».

La déclaration réaffirme le soutien des membres de l'ALBA au président constitutionnel du Venezuela, Nicolas Maduro, à son gouvernement et au processus démocratique qu'il dirige. Elle

déclare que c'est le droit inaliénable du peuple vénézuélien d'organiser et de participer aux élections nationales, étatiques et municipales conformément à ses propres normes et procédures internes. Elle se termine par un appel à l'unité des peuples de notre Amérique - pas seulement comme un idéal mais comme une nécessité.



**Rassemblement international « Nous sommes tous le Venezuela » à Caracas, du 5 au 7 mars 2018**

D'autres activités commémoratives ont eu lieu au Venezuela le même jour. Un événement de solidarité internationale s'est tenu du 5 au 7 mars à Caracas sous la bannière « Nous sommes tous le Venezuela ». Il a réuni quelque 300 activistes de 65 pays avec des membres de mouvements sociaux, des parlementaires et d'autres activistes du Venezuela. À l'ouverture de la rencontre, le ministre des Affaires étrangères Jorge Arreaza a dit que Chavez a donné plus que ce que les peuples et le monde peuvent imaginer ou que l'impérialisme avait calculé. « Chaque jour, nous voyons quelque chose du commandant, il est présent et vivant parmi nous, dans nos enfants, nos jeunes, nos femmes et nos travailleurs », a-t-il dit. Le 5 mars, les délégations internationales se sont jointes aux dirigeants de l'ALBA et aux autres participants pour lui rendre hommage au Cuartel de la Montaña, situé sur une colline qui surplombe Caracas, qui abrite la tombe de Chavez et où une flamme éternelle brûle à sa mémoire. Un salut au canon a été fait à 16 h 25, l'heure précise du décès de Chavez.

Le 15 mars a eu lieu une deuxième commémoration au même endroit qui est aussi connu comme



le Cuartel de la Montaña 4F (4F pour 4 février), la date à laquelle la rébellion civile-militaire dirigée par Chavez a été lancée en 1992 et commandée à partir de ces baraques. Une caravane de camions et de motocyclettes est partie de l'Académie militaire de Caracas pour se rendre au Cuartel, une vasque allumée dans le véhicule de tête, sa flamme en hommage à Chavez. Les membres des organisations sociales et politiques étaient alignés le long du parcours de la caravane qui retraçait la route que les gens avaient suivie pour accompagner le cortège menant Chavez à sa dernière demeure il y a cinq ans.



**Caravane vers Cuartel de la Montaña et cérémonie en hommage à Hugo Chavez le 15 mars 2018**

Les gens sont également venus honorer la mémoire et le legs d'Hugo Chavez et montrer leur soutien à la révolution bolivarienne lors d'activités commémoratives organisées dans les ambassades et les consulats du Venezuela dans le monde. Lors de la commémoration tenue à

l'ambassade du Venezuela à Ottawa, une délégation du PCC (M-L) a remis au Chargé d'affaires un bouquet de roses, une carte pour l'occasion adressée au président Nicolas Maduro et un hommage intitulé « Vive le legs du fondateur de la Révolution bolivarienne ! » issu du numéro du 3 mars du *LML*.



**L'ambassade du Venezuela à Ottawa souligne le 5e anniversaire du décès d'Hugo Chavez.**

## Note

1. Les 11 membres titulaires d'ALBA-TCP sont le Venezuela, Cuba, la Bolivie, le Nicaragua, la Dominique, l'Équateur, Antigua-et-Barbuda, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Sainte-Lucie, la Grenade et la Fédération de Saint-Christophe-et-Niévès.

(ACN, Granma, teleSUR, albainfo.org. Photos: AVN, Somos Venezuela, Ambassade du Venezuela au Canada)





# Sans unité et sans intégration, nos peuples n'ont pas d'avenir

- Raul Castro Ruz, président de la République de Cuba -



*Discours prononcé par le général d'armée Raul Castro Ruz, président du Conseil d'État et du Conseil des ministres de la République de Cuba, au 15e Sommet ordinaire de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique-Traité de commerce des peuples (ALBA-TCP) tenu à Caracas le 5 mars..*

\* \* \*

Camarade Nicolas Maduro Moros, président de la République bolivarienne du Venezuela,

Chers chefs d'État et de gouvernement,

Chers chefs de délégation et invités,

En cette journée du 5 mars, où nous soulignons le cinquième anniversaire de la disparition physique du président Hugo Chavez Frias, fondateur avec Fidel de l'ALBA, mes premières paroles ont pour but de réaffirmer notre hommage à son oeuvre et à son exemple, ainsi que notre loyauté indéfectible à son héritage.

Aujourd'hui, la défense commune de la République bolivarienne du Venezuela constitue une tâche de la plus haute urgence pour l'ALBA.

La menace militaire, l'hostilité et l'agression économique de l'impérialisme étasunien contre le Venezuela, l'offensive néolibérale visant à enrayer les conquêtes sociales, l'ingérence contre la souveraineté des gouvernements progressistes, les tentatives de démantèlement des progrès accomplis dans l'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes, déstabilisent la région et sont autant de dangers pour la paix et la sécurité régionales.

Depuis 1999, lorsque le commandant Hugo Chavez a accédé à la présidence, et plus encore lorsque le camarade Nicolas Maduro a pris les rênes du pays, les États-Unis ont eu recours à des

méthodes de guerre non conventionnelle dans le but de soumettre ce pays, dont les immenses richesses sont convoitées par l'impérialisme. Le président Donald Trump vient de renouveler le Décret exécutif classant le Venezuela comme une menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité nationale et la politique étrangère des États-Unis.

Les menaces à la paix et à la stabilité au Venezuela représentent aussi une menace pour la stabilité et la paix régionales.

Certains semblent avoir oublié les leçons du passé, les cruelles années de dictatures militaires, l'impact du néolibéralisme; qu'ils visent à rétablir les conséquences désastreuses pour notre région des politiques de chantage, d'humiliation et d'isolement qui, comme autrefois, ont les États-Unis pour principal artisan.

Ils nous annoncent ouvertement la pleine validité et la pertinence de la doctrine Monroe, qui proclame la soumission coloniale aux gouvernements et aux entreprises de Washington et qui, comme Bolivar l'avait averti, a plongé notre Amérique dans la douleur et la misère au nom de la liberté.

Encore une fois, ils sous-estiment nos peuples.

Nous proclamons notre soutien indéfectible à la Révolution bolivarienne et à l'Union civico-militaire de son peuple, dirigée par son président, le camarade Nicolas Maduro Moros.

Nous condamnons les mesures coercitives unilatérales et l'ingérence extérieure contre le processus bolivarien et chaviste qui menacent la paix et le dialogue entre les Vénézuéliens, à des fins déstabilisatrices, et engendrent des pénuries qui affligent la population.

L'agression économique contre le Venezuela doit cesser afin que son peuple puisse jouir des droits conquis par sa Révolution.

Nous rejetons l'exclusion du président Nicolas Maduro du 8e Sommet des Amériques. Cette décision illégale est inacceptable et constitue une ingérence qui ramène l'hémisphère à des étapes qui semblaient surmontées.

Les exclusions ne contribuent en aucune façon à la paix, au dialogue ou à la compréhension hémisphérique.

Il est inacceptable qu'un groupe de pays, sans aucun droit ni mandat, tente de parler au nom de la région et serve d'instrument d'agression contre un membre de la famille latino-américaine et caribéenne, sous prétexte d'une prétendue violation de l'ordre démocratique y compris au moyen de méthodes violentes, précisément dans un pays qui a procédé à plus de vingt processus électoraux et qui a maintenant convoqué des élections présidentielles, comme on l'exigeait auparavant. Pourquoi ne pas dénoncer les « *coups d'État déguisés* », les massacres et les disparitions forcées dont souffrent les peuples de la région ?

Par ailleurs, nous ne reconnaissons aucune autorité morale à l'Organisation des États américains (OÉA), qui est on ne peut plus discréditée, pour donner des leçons de démocratie, de gouvernabilité ou de constitutionnalité.

Ainsi, on viole les postulats de la Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes en tant que Zone de paix, signée par les chefs d'État et de gouvernement de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CÉLAC) lors du 2e Sommet de la CÉLAC à La Havane, et on se soustrait à la stricte obligation de ne pas intervenir, directement ou indirectement, dans les affaires intérieures d'un autre État et de respecter les principes de souveraineté nationale, d'égalité des droits et de la libre détermination des peuples.



La seule solution aux problèmes des Vénézuéliens est entre les mains des Vénézuéliens eux-mêmes.

Chers camarades,

Je parle au nom de notre Révolution et de notre peuple, comme le fera demain depuis ce poste tout patriote cubain, qui saura toujours, comme Fidel l'a toujours pensé, que « *sans unité, sans intégration, nos peuples n'ont pas d'avenir* ». Bolivar et Marti, Fidel et Chavez nous ont laissé des enseignements inestimables, parmi lesquels la loyauté aux principes. Leurs leçons nous montrent la voie à suivre en cette heure décisive de la Grande Patrie, qui nous invite à forger ensemble notre deuxième et définitive indépendance.

Je vous remercie. (applaudissements)

(Granma 6 mars 2018)



---

## **Il faut mettre fin aux sanctions et à la guerre économique, déclare un rapporteur des Nations unies**

**- Entrevue avec le Dr Alfred de Zayas -**

*Dans l'entrevue qui suit, publiée par le journal suisse Zeitgeschehen im Fokus, le professeur Alfred M. De Zayas, JD et PhD, un expert indépendant de l'ONU de la promotion d'un ordre international démocratique et équitable, fait part de ses impressions et témoigne de ce qu'il a vu au Venezuela.*

*Du 26 novembre au 4 décembre 2017, le professeur Alfred M. de Zayas a accompli une mission officielle au Venezuela. Il avait demandé une invitation en août, que le gouvernement a accordée, ce qui a fait de lui le premier rapporteur de l'ONU depuis 1996 à être invité et à faire une visite officielle au Venezuela.*

*L'objectif de la mission était d'explorer comment la Révolution bolivarienne avait mis en oeuvre les droits humains, en particulier dans les domaines économique, social et culturel. Il était particulièrement intéressé à comparer les reportages des grands médias des États-Unis et d'Europe avec la réalité vénézuélienne sur le terrain.*

*Afin de pouvoir tracer un tableau suffisamment objectif, l'expert de l'ONU a rencontré des représentants et des activistes de 35 organisations non gouvernementales spécialisées dans les enjeux relatifs aux droits humains, des représentants de l'industrie et du commerce, des membres de l'Assemblée nationale opposée au gouvernement, des représentants de l'église, des victimes des manifestations violentes et des parents des détenus. En plus de ses rencontres avec un grand nombre de ministres du gouvernement, il a rencontré deux fois le ministre des Affaires étrangères Jorge Arreaza et des membres de son personnel. Durant son séjour, il a pu se déplacer librement, comme en fait foi le reportage du numéro 18, du 23 décembre 2017 du « Zeitgeschehen im Fokus ». Il a aussi donné une conférence à l'Université de Caracas.*



**Zeitgeschehen im Fokus :** Comment évaluez-vous la situation économique au Venezuela après y avoir passé quelque temps ?

**Professeur Alfred de Zayas :** La Révolution bolivarienne qui a été menée au Venezuela a développé un modèle qui a bien fonctionné dans les premiers dix ans. Cela est dû en partie au prix élevé du pétrole. Le Venezuela dépend à 95 % de ses revenus tirés du pétrole. Grâce à ces revenus, l'État pouvait financer de nombreux projets sociaux. Maintenant que le prix du pétrole a chuté de plus de la moitié, le pays fait face à des perturbations massives dans l'acquisition et la distribution de la nourriture, des médicaments et d'autres produits.

**ZF :** Quels sont les traits distinctifs du modèle vénézuélien ?

**ADZ :** Il s'agit d'un modèle social qui cherche à réaliser une distribution équitable de la richesse du pays. Sous ce modèle, deux millions de logis ont été distribués à la partie la plus pauvre de la population. Au moins 8 millions de personnes ont bénéficié d'appartements abordables. Il y a aussi ce qu'on appelle le CLAP, le Comité local d'approvisionnement et de production au moyen duquel le gouvernement distribue des colis de nourriture aux pauvres. Ceux qui n'ont pas d'argent pour payer cette nourriture la reçoivent gratuitement, bien sûr.

**ZF :** Que contient un colis de nourriture ?

**ADZ :** J'en ai ouvert un lorsque je visitais une des « Urbanizaciones » (des logements gouvernementaux pour les pauvres) modernes et très propres. Il contenait 16 kilos de nourriture : sucre, riz, huile de cuisson, farine, semoule de maïs, lait en poudre, etc. Une famille reçoit deux colis par mois. Il n'y a donc pas de « famine » au Venezuela, contrairement à ce que prétendent les médias et ceux qui généralisent. Il existe cependant une pénurie dans plusieurs secteurs, et certains produits sont difficiles à trouver, mais la population ne souffre pas de la faim comme c'est le cas dans plusieurs pays d'Afrique ou d'Asie, ou même dans les favelas de São Paulo et d'autres zones urbaines du Brésil et d'autres pays latino-américains. Il existe principalement des problèmes dans la distribution en temps requis des produits importés. La responsabilité principale pour cela revient au secteur privé qui souvent boycotte délibérément la distribution et stocke parfois les produits dans de vastes entrepôts et les achemine ensuite sur le marché noir au lieu de les livrer dans les supermarchés juste pour faire un profit plus élevé.

**ZF :** Qu'est-ce que la « Révolution bolivarienne » a de spécial ?

**ADZ :** Elle est un modèle alternatif au capitalisme, à l'économie de libre marché non réglementé. Elle n'est pas du « marxisme » et certainement pas du « marxisme-léninisme ». Elle est un effort de donner un visage humain au capitalisme. Depuis 1990, lorsque Hugo Chavez est arrivé au pouvoir, il y a eu une certaine réorientation de l'économie, qui pourrait servir de précédent aux économies de l'Amérique latine et à plusieurs économies développées. Il y a des réalisations remarquables, que les grands médias ignorent systématiquement, par exemple l'élimination de l'analphabétisme dans une période de temps très courte (comme ce fut le cas à Cuba sous Castro). L'éducation scolaire est gratuite de la maternelle à l'université. Il existe un système de soins de santé gratuits, un système d'appui aux jeunes mères, un grand effort de construction de logements abordables et d'expansion du système de transport public.

Aujourd'hui, si vous lisez le *New York Times* ou prenez votre « information » sur le Venezuela à partir de CNN ou UN Watch etc., vous rencontrez souvent le concept de « crise humanitaire ».

Je mets les gens en garde contre ce terme technique parce qu'une « crise humanitaire » peut être facilement exploitée de manière à justifier une soi-disant « intervention humanitaire » ou un «



changement de régime » sous prétexte que le gouvernement laisse la population mourir de faim. Certains États prétendent que le gouvernement du Venezuela n'est plus capable de garantir les droits de la population. Une crise humanitaire aurait donc émergé et maintenant ils cherchent à intervenir militairement pour « sauver » le peuple vénézuélien d'une expérience socialiste qui a échoué.

**ZF :** Quelle est la situation sur le terrain ?

**ADZ :** J'ai passé huit jours de réunions intensives une après l'autre au Venezuela. Je pouvais me déplacer librement et aller où je voulais. Je n'ai pas vu d'enfants vivant dans la rue et je n'ai pas vu de mendiants. Je n'ai pas vu une seule personne mendier à Caracas bien que j'aie marché et conduit dans toute la ville. J'ai aussi marché dans les quartiers les plus pauvres où j'ai vu des gens faire la queue pour obtenir des produits subventionnés ou rationnés. La situation comporte plusieurs aspects, et je ne dis pas que la faim ou la pénurie de médicaments n'existent pas. Je dis simplement que les cas qui existent d'enfants qui meurent de malnutrition ou de manque de médicaments ne signifient pas qu'il y ait une « crise humanitaire ». Je n'ai pas été témoin de violence bien que la presse ne cesse de dire qu'il y en a. En tant que représentant de l'ONU, je suis allé à plusieurs endroits où on pouvait « sentir » la violence, où vous pouviez ressentir la tension dans l'air et que vous-même pourriez être en danger. Ce n'est pas le cas au Venezuela. Il y a des meurtres, souvent associés à la drogue ou au crime international. Le Honduras connaît une situation bien pire.

Les gens qui mendient sont une réalité courante dans nos pays industriels occidentaux. Par exemple, personne ne songerait à parler d'une crise humanitaire en Allemagne parce qu'il y a des mendiants dans les rues.

Au Venezuela, je n'ai pas vu de mendiants. Sans doute, la pauvreté existe mais la population n'est pas déprimée - certainement pas au même degré que la population de l'Allemagne de l'Est dans les années 70, où les gens étaient découragés et démotivés et avaient des visages pâles, tristes et déprimés. La population dans les rues de Caracas est latino dans le meilleur sens du terme. Les gens font le mieux qu'ils peuvent dans la situation et ne laissent pas la rareté et les boycotts les transformer en zombies. Comme dans n'importe quelle autre ville, partout il y a des voitures, des motos et des vélos sur les routes.

**ZF :** Les gens peuvent-ils se nourrir ?

**ADZ :** Il y a assez de fruits et de légumes cultivés localement. Les gens mangent des bananes ou des mangues dans les rues. Il y a un certain manque de produits que les monopoles nationaux et étrangers déterminent.

**ZF :** Quelle est la situation dans les supermarchés ?

**ADZ :** J'ai vu plusieurs magasins d'alimentation et des marchés - et j'ai pris des photos. Ce n'est pas vrai que les magasins d'alimentation sont vides. Bien sûr, certains ont des étagères vides - j'ai obtenu de telles photos d'organisations non gouvernementales (ONG) - mais il y en avait toujours assez. Bien sûr, certains produits sont importés parce que le Venezuela ne peut pas les fabriquer lui-même. Ils sont des produits rares. Mais vous pouvez très bien vivre sans ces produits. Le fait que l'approvisionnement en articles hygiéniques pour les femmes ou les couches pour les bébés soit insuffisant est une conséquence directe de la défaillance du secteur privé à importer ces produits et à les distribuer aux supermarchés. Cependant, vous pouvez tout obtenir sur le marché noir - mais à des prix exorbitants.

**ZF :** Y a-t-il une pénurie précise créée pour susciter l'insatisfaction du peuple vis-à-vis du gouvernement ?

**ADZ :** Il y a des études et des données statistiques de plusieurs professeurs d'université qui ont étudié ce phénomène - en particulier pourquoi et comment les pénuries d'approvisionnement s'aggravent, particulièrement quand les élections ou les référendums sont imminents. Ils sont censés affecter négativement les gens, pour qu'ils votent contre le gouvernement. C'est ce qu'on appelle en espagnol « voto castigo » (vote de pénalité). Selon un article du *New York Times*, il y a des goulots d'étranglement au Venezuela, par exemple pour les médicaments. Cependant, vous ne lirez nulle part pourquoi c'est ainsi. Vous ne lirez nulle part que le secteur privé dispose de devises pour importer les médicaments nécessaires. Ce n'est pas dit. On ne dit pas non plus qu'une énorme contrebande est apparue pour les produits subventionnés - du riz ou de la farine vénézuéliens subventionnés peuvent être achetés à Bogota.

**ZF :** Quelles sont les raisons de ces phénomènes ?

**ADZ :** Il y a un certain nombre de raisons que j'ai pu observer pendant mon séjour. Je dois les étudier plus en détail. On m'a remis une documentation volumineuse de diverses sources que je dois encore absorber. Il y a aussi de très bons livres sur ce sujet. Une économiste à Caracas, le professeur Pasqualina Curcio, explique avec soin dans son livre comment la guerre économique contre le Venezuela a provoqué cette situation de pénurie, et ce n'était pas un accident - c'était délibéré, absolument ciblé. Dans la période qui a précédé les élections - environ deux ou trois mois plus tôt - les marchandises ont soudainement disparu. Surtout les articles d'hygiène qui ne peuvent plus être achetés. Cependant, des entrepôts ont été découverts, et cela est également documenté, qui étaient remplis de ces produits. On m'a aussi donné une documentation illustrée sur le sujet.

**ZF :** Voulez-vous dire que les pénuries sont créées artificiellement ?

**ADZ :** Oui, les marchandises ne sont souvent pas livrées aux supermarchés, mais échangées sur le marché noir à des prix exorbitants. Il y a bien sûr des problèmes institutionnels et de multiples inefficacités dans le modèle socialiste, sur lesquels j'ai fait des recommandations concrètes au gouvernement. Un autre problème, dont j'ai discuté avec plusieurs ministres, est le contrôle inutile des prix et les taux de change artificiels - tout cela entraîne de la corruption et des abus. Le gouvernement devrait plutôt offrir un soutien financier direct aux personnes les plus vulnérables plutôt que de recourir à un contrôle des prix.

**ZF :** Pourquoi ça ?

**ADZ :** Le danger du contrôle des prix, comme nous le savons de l'Union soviétique, est que des marchés parallèles émergent et avec eux la corruption à grande échelle. Les gens sont comme ça. S'ils peuvent acheter des biens subventionnés, la tentation de revendre ces produits subventionnés à un prix plus élevé est trop grande. Vous pouvez accumuler une petite fortune avec de la farine de maïs subventionnée, avec du riz subventionné que vous pouvez ensuite introduire clandestinement en Colombie, au Brésil, à Aruba et les vendre à bon compte. Le Venezuela a une très longue frontière avec la Colombie et le Brésil. Les îles des Caraïbes sont également facilement accessibles.

**ZF :** Qui est responsable de ce phénomène ?

**ADZ :** Il existe une mafia organisée internationalement qui est à la tête de ce phénomène, mais il semblerait que les gouvernements des pays avoisinants ne font rien pour arrêter cette contrebande. Si un magasin de Bogota offre du riz à bon marché du Venezuela, nous ne pouvons que présumer que les commerçants savent d'où provient ce riz : il est le produit soit du vol ou de la contrebande. D'une manière ou d'une autre, il a été introduit au pays de façon illicite. Le gouvernement ne fait rien — ou trop peu — contre ces supermarchés. En plus, la Colombie autorise que la monnaie vénézuélienne soit échangée à des taux de change hautement variables, ce



qui a des répercussions dévastatrices sur la situation économique et financière au Venezuela.

**ZF :** Qu'en est-il de la production agricole au pays ?

**ADZ :** La production agricole diversifiée est maintenant promue de façon systématique, mais il s'agit d'un processus qui est long et qui dépend des exportations de semences et d'autres produits. Le Venezuela ne veut plus compter exclusivement sur les exportations de pétrole. Il veut produire ses propres denrées. Cependant, l'approvisionnement en semences est entre les mains des monopoles étrangers et le gouvernement peut difficilement obtenir des semences à des prix raisonnables.

**ZF :** À quel point les sanctions ont-elles des répercussions sur les approvisionnements ?

**ADZ :** Des sanctions directes et indirectes ont frappé de plein fouet la situation économique du Venezuela. La guerre économique, financière et commerciale menée contre le Venezuela nous rappelle les mesures des États-Unis contre le gouvernement démocratiquement élu de Salvador Allende au Chili en 1970-73 et contre le gouvernement sandiniste de Daniel Ortega au Nicaragua durant les années 80.

Les livraisons provenant de l'étranger sont échangées en dollars. Cependant, des personnes autorisées doivent être signataires des paiements en dollars. Le nom de plusieurs des personnes qui ont le droit d'apposer leur signature se retrouve sur la liste de ceux touchés par les sanctions, ce qui veut dire qu'aucun partenaire commercial n'ose accepter leur signature. Ainsi la compagnie ne peut se faire de l'argent puisqu'aucun paiement n'est possible et les produits ne se rendent pas au Venezuela. Les fournisseurs craignent d'être pénalisés par les autorités américaines et les amendes peuvent monter à des dizaines de milliers de dollars s'ils ne se plient pas au régime unilatéral de sanctions des États-Unis.

**ZF :** À quels produits ou secteurs les sanctions s'appliquent-elles ?

**ADZ :** C'est un autre problème. Personne ne peut évaluer l'ampleur de ces sanctions. Elles sont basées sur des clauses dites fourre-tout qu'on peut interpréter comme bon nous semble. Mais qui veut se voir obligé de payer une amende ? Un grand nombre de compagnies internationales font preuve de prudence et ne veulent pas courir de risques inutiles. Pour le Venezuela, le résultat est dévastateur.

**ZF :** Qu'est-ce qui pourrait aider le pays ?

**ADZ :** Les sanctions doivent cesser. La guerre économique doit cesser. Cela apporterait la plus grande aide au pays. Cependant, ce que nous pouvons observer au Venezuela est le résultat d'une guerre économique ciblée à laquelle participent plusieurs pays, dont même des pays européens. La désinformation au sujet du Venezuela a connu du succès, même auprès des gens qui devraient être mieux informés. Il faut être sur le terrain pour constater que la situation n'est pas comme celle dépeinte par le *New York Times*. Selon les principaux médias de masse, on pourrait croire que le pays est au bord de l'effondrement. Au contraire, le pays est riche et, à l'aide d'un peu de coopération et de solidarité, il pourrait vendre son pétrole, son or ainsi que sa bauxite. Le Venezuela doit maintenant faire beaucoup de commerce avec la Chine et l'Inde en raison d'un commerce extrêmement restreint avec les États-Unis et l'Europe.

**ZF :** Le commerce du pétrole est-il aussi touché par ces sanctions ?

**ADZ :** Oui, en partie. Les sanctions sont très complexes. Même si une vente n'est pas interdite, elle est liée à tellement d'obstacles et il y a tellement de restrictions et de délais que plusieurs se disent : « Nous préférierions ne pas faire affaire avec le Venezuela, il y a trop d'impondérables. »

**ZF :** Pendant votre séjour, il vous est certainement arrivé de parler avec la population. Qu'est-ce que vous en avez retenu ?

**ADZ :** Plusieurs sont quelque peu résignés parce qu'ils subissent les coups de la guerre économique. Mais quand vient le temps des élections, le gagnant, c'est Maduro. La majorité de la population ne tient pas le gouvernement responsable de la situation, mais accuse plutôt les États-Unis, l'Europe, la Colombie, etc. Lorsque l'Assemblée constituante a été élue, c'était dans le contexte de manifestations violentes qui ont duré quatre mois durant la période qui a précédé les élections. Dans les médias étrangers, on parlait de « manifestations pacifiques ». En réalité, ce n'était rien de moins que des orgies de violence à coup de cocktails molotov et d'explosifs. Ce qui s'est déchaîné contre le peuple n'est pas loin du terrorisme et celui-ci a affecté un grand nombre de personnes ordinaires, apolitiques, par exemple un fournisseur quelconque qui voulait aller du point A au point B mais était entravé par les « *guarimbas* » (des manifestations violentes avec barricades). Plusieurs personnes ordinaires ont été tuées, elles qui ne voulaient que vaquer à leurs occupations. Les manifestants ont même attaqué des hôpitaux, des maternités, ils ont brûlé des ambulances et des autobus dans le but d'intimider le peuple. Est-ce que ce n'est pas là un terrorisme tout à fait typique ?

**ZF :** Est-ce que les manifestations et les méthodes utilisées ont connu un certain succès ?

**ADZ :** Non. 8,5 millions de personnes sont allées aux urnes pour l'Assemblée constituante, en dépit des *guarimbas* et en dépit de la violence. Lors des élections locales du 15 décembre, plus de 9 millions de personnes sont allées aux urnes. L'opposition ne réussit pas à faire en sorte que le peuple change d'idée, mais la polarisation du pays continue d'être un problème parce que les Chavistes sont une force foncièrement progouvernementale et MUD [*les forces d'opposition soutenues par les États-Unis - NDLR*] est une force féroce et antigouvernementale. « *La patria es de todos* » (La patrie appartient à tous) a perdu tout son sens. Selon les rapports médiatiques aux États-Unis et en Europe, la seule solution est le changement de régime, renverser le gouvernement. Nous ne devons cependant pas oublier que ce gouvernement a été élu de façon démocratique en 1999, et en 2002 il a survécu à un coup d'État parce que le peuple et l'armée se sont opposés au coup et ont empêché l'élimination physique de Chavez. En 2004, un référendum révocatoire a eu lieu et Chavez l'a remporté sans problème -- 70 % de la population ne voulait pas qu'il soit destitué. Après la mort de Chavez en 2013, Maduro a été élu président, en dépit d'une campagne violente accompagnée de terreur et de sabotage menés par une section de l'opposition.

**ZF :** Comment le gouvernement a-t-il confronté ces attaques organisées ?

**ADZ :** Le gouvernement s'en est remis à la constitution de 1999. Cependant, il y a eu un certain nombre d'erreurs y compris le recours à une force excessive par la police. Lorsqu'un gouvernement subit une telle pression, il doit agir rapidement. Lorsqu'on agit vite, les erreurs arrivent et parfois il y a exagération, par exemple, adopter des mesures économiques qui peuvent être contre-productives, comme le contrôle des subventions et des prix.

**ZF :** Quel est l'ordre du jour de l'opposition ?

**ADZ :** Elle veut faire disparaître les années Chavez et Maduro et retourner à un modèle purement capitaliste. Mais il y a au moins 8 millions de chavistes et, eux, ne disparaîtront pas. Ces électeurs sont convaincus du programme du gouvernement. Ces gens ne permettront pas que les réalisations sociales soient balayées du revers de la main. Si l'économie ne s'effondre pas suite au sabotage, à la contrebande et aux sanctions, le gouvernement sera, en toute vraisemblance, réélu en 2018. L'administration et l'armée sont du côté du gouvernement. Le plan de Washington est certainement de lancer une attaque militaire contre le Venezuela en passant par toute la désinformation sur la soi-disant situation misérable au pays où règneraient la faim, la mortalité



infantile et des conditions économiques difficiles, pour chasser le gouvernement du pouvoir. Nous connaissons ce *modus operandi* qui a servi, par exemple, en septembre 1973 alors que le gouvernement de Salvador Allende a été renversé par un coup d'État au cours duquel Allende a été tué.

**ZF :** Quel est le bilan de votre séjour ?

**ADZ :** J'ai dressé un portrait de la situation très différent de celui que j'avais avant de visiter le pays. Nos médias démontrent peu d'intérêt à promouvoir un véritable journalisme d'enquête, à découvrir la cause principale des problèmes du Venezuela. Ils projettent une caricature de la situation, caricature qui devient dogme. Plusieurs semaines mêmes avant mon voyage, on a remis en cause l'indépendance de ma démarche, mon professionnalisme et mon honneur. UN Watch a publié un article et a qualifié ma visite de « fausse enquête », bien avant que je ne me rende au Venezuela. Certaines ONG ont soulevé que je n'étais pas le bon rapporteur spécial pour ce genre de sujet. Et c'est bien avant que je ne rende public quoi que ce soit au sujet de mon voyage. Sur mon blogue personnel, j'ai montré des photos de Caracas, de ses églises, ses monuments ainsi que la photo d'un supermarché rempli de produits, après quoi je me suis fait attaquer de façon particulièrement virulente. UN Watch a vu la photo à laquelle je n'avais ajouté aucun commentaire et a réagi en me traitant de chaviste, castriste, communiste, etc. Pour ma part, je voulais simplement montrer que la situation n'est pas comme on le prétend. J'avais vu tellement d'images de rayons vides en magasin que j'ai pensé qu'il serait bon de publier une photo sur mon blogue privé qui montre le pays sous un autre jour (ce qui reflétait aussi la situation dans d'autres supermarchés).

**ZF :** Quelles suggestions avez-vous faites au gouvernement vénézuélien ?

**ADZ :** J'ai soumis au ministre des Affaires étrangères six pages de recommandations préliminaires ainsi que certaines améliorations institutionnelles à apporter, telles l'élimination du contrôle des prix, la lutte contre la contrebande et la corruption sans s'éloigner de la primauté du droit. Ils doivent respecter les conventions de l'ONU sur les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels. Ils cherchent déjà à dialoguer avec l'opposition et font preuve d'une flexibilité et d'une patience exemplaires. Ils devraient soit libérer ces individus qui ont été incarcérés pour des raisons politiques, soit leur faire subir un procès équitable. Et pour une meilleure gestion du pays, il leur faut des technocrates et pas seulement des idéologues ! Avant tout, le gouvernement doit démontrer que pour lui les droits humains, c'est du sérieux. Il doit mener une lutte contre la corruption à tous les niveaux et demander l'aide de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime à Vienne. Aussi des organisations de l'ONU telles l'Organisation mondiale de la Santé, l'Organisation des Nations unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (OAA), l'Organisation internationale du Travail (OIT), etc., pourraient sans doute apporter leur aide pour que ces améliorations requises puissent se concrétiser.

**ZF :** Que pensez-vous des conversations que vous avez eues en République dominicaine ?

**ADZ :** Il faut se saisir de toutes les occasions pour instaurer le dialogue avec l'opposition. Les rencontres précédentes à Saint-Domingue en novembre et décembre 2017 et en janvier 2018 ont déjà porté fruit. D'autres rencontres sont planifiées. Toute personne soucieuse des droits humains et du sort du peuple vénézuélien a intérêt à appuyer ces négociations. Malheureusement, une « industrie des droits humains » est apparue et elle instrumentalise les droits humains en tant qu'armes de destruction massive contre les gouvernements. Cette « industrie » n'est pas intéressée à résoudre la « crise humanitaire », mais plutôt à ce que cette « crise » inventée serve de prétexte à l'intervention militaire et au changement de régime. Cette « industrie » ne veut pas que des experts indépendants visitent le Venezuela pour découvrir ce qui s'y passe vraiment. Ils veulent seulement des « experts » qui vont aller au Venezuela (ou ailleurs) pour offrir un spectacle et condamner les gouvernements. Ceux qui sont sérieux sur la question de l'aide humanitaire devraient offrir leur

coopération au gouvernement et faire parvenir, sans condition, des denrées et des produits pharmaceutiques. Ceux qui s'intéressent au sort du peuple vénézuélien devraient veiller à ce que les sanctions et les boycottages soient levés, sans discrimination, dans la communauté internationale, afin que le Venezuela puisse importer et exporter sans être la cible de sabotage et d'ostracisme.

*(Entrevue réalisée par Thomas Kaiser et publiée le 13 janvier 2018. Traduit de l'anglais par LML.)*

### **Supplément**

## **135e anniversaire de la mort de Karl Marx**



---

**Lisez *Le Marxiste-Léniniste***

**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**